

Informations du Guatemala

4° année, N° 167

Du 18 au 24 avril 1986

POLITIQUE

A.I. : "Aucune amélioration pour les Droits de l'Homme"
URNG: "Cohérence nécessaire au programme de paix"
L'Ambassadeur itinérant en visite au Guatemala
Mexique: "Des réfugiés, non des guérilleros"
Le retour des réfugiés est un acte volontaire
Scissions au sein de l'Initiative Privée
Des fonds pour la santé transférés à la défense
Organisme judiciaire contre l'enquête

ECONOMIE

L'I.P. conditionne l'augmentation salariale
Les chefs d'entreprise acceptent de payer l'impôt
Le Ministre de l'Economie de retour de Taiwan

CONTRE-INSURRECTION

Le gouvernement créera un nouveau corps de police
Manoeuvres aériennes au dessus de la capitale

INSURRECTION

Actions insurrectionnelles contre répression gouvernementale

POLITIQUE

A.I. : "AUCUNE AMELIORATION POUR LES DROITS DE L'HOMME"

Le 17 avril, à Stockholm, en Suède, le représentant d'Amnesty International dans ce pays, Bolind Blom, signalait au cours d'un entretien avec l'agence de presse du Salvador -Salpress-Notisal- qu'au Guatemala aucun indice permettait de supposer une amélioration au égard au Droits de l'Homme.

Blom précise que rien "ne laisse supposer que le président Vinicio Cerezo a l'intention de démanteler les Patrouilles Cviles mises sur pied par les régimes militaires". Il indique, de même, que si le mandataire essayait de modifier la structure de sécurité interne, au détriment de l'armée, "un coup d'état immédiat était prévisible".

URNG: "COHERENCE NECESSAIRE AU PROGRAMME DE PAIX"

Le 19 avril, l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque, URNG, dans un communiqué transmis à New Delhi, en Inde, au cours de la réunion ministérielle du mouvement des pays non-alignés, indiquait que si le régime actuel guatémaltèque voulait jouer un rôle significatif dans le conflit d'Amérique Centrale, une certaine cohérence entre le projet politique de paix pour la région et les encouragements visant à créer les conditions indispensables à la paix intérieure s'avérait utile.

L'URNG en faisant référence à son communiqué de février dernier rappelle qu'elle avait "de façon opportune demandé au nouveau gouvernement de répondre aux besoins les plus criants et les plus immédiats du peuple". En outre, devant de tels projets, le président Vinicio Cerezo "n'a plus uniquement le privilège des mots mais également et surtout l'obligation d'agir".

L'AMBASSADEUR ITTINERANT EN VISITE AU GUATEMALA

Le 18 avril, l'Ambassadeur ittinérant de l'administration Reagan pour l'Amérique Centrale, Philip Habib, arrivait au Guatemala aux fins de s'entretenir avec le président Vinicio Cerezo, sans pour autant donner lieu à une information de caractère officiel en la matière.

De source non officielle, on indique que messieurs Habib et Cerezo se sont entretenus sur des thèmes régionaux et, plus particulièrement, sur le rôle du groupe de Contadora dans le processus de pacification de la région.

MEXIQUE: "DES REFUGIES, NON DES GUERILLEROS"

Le 17 avril, l'Ambassadeur mexicain au Guatemala, Abraham Talavera, déclarait que "le gouvernement mexicain rejetait toute les spéculations émises sur le fait que les camps de régugiés seraient en fait des sanctuaires pour les groupes armés qui luttent dans le cadre de l'insurrection au Guatemala".

Le diplomate soulignait que le Mexique "avait reçu" les milliers de réfugiés guatémaltèques "comme des frères et les avait aidé comme à l'accoutumée tout au long de l'histoire".

LE RETOUR DES REFUGIES EST UN ACTE VOLONTAIRE

Le 16 avril, au Guatemala, le Coordonateur de la Commission Mexicaine d'aide aux réfugiés, COMAR, Oscar Gonzalez signalait que le retour de quelques 39,000 réfugiés guatémaltèques, vivant au Mexique, devait constituer un acte volontaire.

Cette indication a été formulée lors de la visite que Oscar Gonzalez a effectué dans le but de s'entretenir avec le président Vinicio Cerezo et de l'informer quant à la situation des dits réfugiés.

L'ambassadeur mexicain Abraham Talavera soulignait, pour sa part, que le Mexique était désireux de garder à l'esprit la violence "évidente" qui pesait sur les réfugiés et de les protéger, "sans préciser d'où provient cette violence".

SCISSIONS AU SEIN DE L'INITIATIVE PRIVEE

Le 20 avril, des sources proches des agro-exportateurs signalaient que l'Union Nationale des Agriculteurs et Exportateurs -UNAGRO-, une des principales organisations composant le Comité Coordinateur des Associations Agricoles, Commerciales, Industrielles et Financières -CACIF- entité principale représentant

le secteur privé, quittait les rangs du CACIF à la suite d'un désaccord portant sur le montant des impôts à payer, après négociations avec le gouvernement. Ce montant atteint la somme de 500 millions de quetzales.

L'UNAGRO a battu le rappel parmi ses affiliés en vue d'organiser une réunion d'urgence portant sur ledit impôt, réduit de 40 millions de quetzales à la suite de plusieurs semaines de négociations avec le régime démocrate-chrétien.

DES FONDS POUR LA SANTE TRANSFERES A LA DEFENSE

Le 21 avril, le député Carlos Gonzalez Quezada dénonçait le fait qu'un million 400,000 quetzales, une partie du budget de l'hôpital général San Juan de Dios, de la ville de Guatemala, ont été transférés illégalement au Ministère de la Défense.

Le représentant signalait que du fait de ce type de corruption, ce centre hospitalier, le plus important du pays, connaît un déficit budgétaire de 10 millions de quetzales et que 72 centavos de quetzal (1 dollar = 2.70 quetzales) était destiné à l'alimentation journalière de chaque patient hospitalisé.

ORGANISME JUDICIAIRE CONTRE L'ENQUETE

Le 22 avril, le journal télévisé "Guatemala Flash" indiquait que le président de la Cour Suprême de Justice, le Docteur Edmundo Vasquez Martinez, s'opposait à une participation de l'organe judiciaire à une éventuelle Commission d'enquête chargée de déterminer où se trouve le lieu de détention des milliers de disparus au Guatemala.

Selon la version journalistique, le fonctionnaire a précisé que le pouvoir exécutif ne dispose pas de la possibilité de traîner les responsables des violations des Droits de l'Homme devant les tribunaux. En outre, il considère qu'il est "extrêmement difficile" d'espérer que ces personnes soient encore en vie, étant donné le laps de temps qui s'est écoulé.

ECONOMIE

L'INITIATIVE PRIVEE CONDITIONNE L'AUGMENTATION SALARIALE

Le 17 avril, Pedro Miguel Lamport, président du Comité Coordinateur des Associations Agricoles, Commerciales, Industrielles et Financières -CACIF- indiquait que l'Initiative Privée ne permettrait pas des augmentations salariales si le gouvernement démocrate-chrétien envisage de procéder à un relèvement significatif des impôts à l'exportation et d'établir un contrôle rigoureux des prix. Lamport demande que l'on crée des stimulants à l'exportation et que l'on supprime un taux minimal d'augmentation salariale.

LES CHEFS D'ENTREPRISE ACCEPTENT DE PAYER L'IMPOT

Le 18 avril, le président Vinicio Cerezo faisait savoir que le CACIF avait accepté de verser au fisc la somme de 500 millions de quetzales, c'est à dire 40 millions de moins que ce qui avait initialement été prévu.

Le secteur duquel viendra la majeure partie de cette contribution sera celui du café avec quelques 374 millions de quetzales, suivi par ordre d'importance par, la cardamone pur 30 millions, la banane (26 millions), les produits non traditionnels (23 millions), le sucre (20 millions) l'élevage et les viandes (14 millions) et les exportations vers l'Amérique Centrale (13 millions).

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE DE RETOUR DE TAIWAN

Le 16 avril, le Ministre de l'Economie, Lizardo Sosa, rentrait au pays en provenance de Taiwan, où il a effectué une visite de "rapprochement" en vue également de promouvoir les échanges commerciaux.

Le fonctionnaire a signalé qu'en dépit de la mise en vigueur, le premier mai, du programme de redressement économique, l'émission de monnaie, sans couverture, atteindra 329 millions de quetzales en 1986.

CONTRE-INSURRECTION

LE GOUVERNEMENT CREERA UN NOUVEAU CORPS DE POLICE

Le 18 avril, à Bonn, en République Fédérale Allemande, le Ministre de l'Intérieur guatémaltèque avait l'intention de mettre sur pied un nouveau corps de police, équipé pour un équipement technique, avec l'aide du gouvernement allemand.

Le fonctionnaire, en visite officielle dans ce pays, a reconnu qu'au Guatemala "les Droits de l'Homme avaient été violés de façon coutumière au cours des 30 dernières années". Il a blâmé indirectement les régimes antérieurs de cet état de fait. Il es "facile de maintenir un appareil répressif puisqu'il ne faut, pour ce faire, que de quelques assassins et une poignée de séquestrateurs" a-t-il ajouté.

MANOEUVRES AERIENNES AU DESSUS DE LA CAPITALE

Le 16 avril, la force aérienne guatémaltèque -FAG- déclarait qu'elle effectuerait les 16 et 17 avril, des manoeuvres aériennes nocturnes dans la périphérie de la capitale du pays, dans le cadre des cours enseignés à l'Académie militaire.

INSURRECTION

ACTIONS INSURRECTIONNELLES CONTRE REPRESSION GOUVERNEMENTALE

Le 21 avril, l'Organisation du Peuple en Armes, ORPA, signalait que ses forces effectuaient des actions militaires "en vue de freiner la présence intimidante et répressive de l'armée régulière auprès de la population civile", dans le département occidental de San Marcos.

Les insurgés précisent que depuis déjà plusieurs jours, les forces gouvernementales ratissent la zone à l'aide de blindé et se livrent à des "enlèvements et disparitions forcées" sur la personne de paysans sans défense".

Au cours des actions insurrectionnelles, qui eurent lieu les 18 et 19 avril, l'ORPA a occasionné plus de 40 pertes à l'armée gouvernementale.

El 31 de julio de 1954, a escasos 28 días del ingreso del coronel -- Carlos Castillo Armas al mando de la expedición mercenaria que llegó de Honduras, se emitió el decreto 31 que legalizó la contrarreforma.

El fundamento lógico de dicho decreto se puede resumir en dos argumentos: "Evitar la destrucción de la propiedad privada" y buscar -- "la convivencia armónica de campesinos y propietarios de fincas rústicas"; en virtud de que con "la aplicación del decreto 900 se estimulaba una aguda lucha de clases en el medio rural".

Según el censo de 1950, el 70% de la tierra cultivable del país estaba en manos del 2.2% de los propietarios. Solo 51 agricultores poseían el 13% de todas las tierras.

En los 17 meses que duró la reforma agraria de Arbenz, fueron repartidas 883,615 hectáreas, de las que 280,000 provenían de fincas nacionales y 603,615 de expropiaciones de tierras ociosas. A la UFCO le fueron expropiadas 175,000 hectáreas que nunca había cultivado.

Las estimaciones de los beneficiarios de la reforma varían entre los 78,038 y los 100,000, según distintas fuentes. En cualquier caso, entre el 30 y el 40% de los campesinos sin tierra recibieron un promedio aproximado de 10.5 hectáreas, bajo distintas fórmulas de repartición.

Tres son, de acuerdo a muchos expertos, los componentes fundamentales del modelo económico impuesto en 1954:

- o Reimplantación de la vía de desarrollo capitalista basada en el latifundio.
- o Impulso al proceso de industrialización por medio del Mercado Común Centroamericano; y
- o Profundización de la dependencia hacia el exterior.

En consecuencia, la política fundamental del Estado después de 1954, se basó en una intensa colonización del territorio nacional.

REFORZAMIENTO E INCREMENTO DE LOS LATIFUNDIOS

Con la política de colonización que se mantiene hasta el momento se persiguen tres objetivos principales:

- o Mantener la estructura de tenencia de la tierra a través de la conservación del latifundio y en consecuencia del minifundio.

- o- Ampliar la frontera agrícola; y
- o- Beneficiar a diferentes grupos sociales y no exclusivamente a los campesinos sin tierra o con poca tierra.

La incorporación de nuevos territorios se dirigió fundamentalmente - hacia la región norte del país y, en alguna medida, respondió un hecho consumado. Entre los años 1950 a 1969, la colonización se realizó sin dirección estatal y mas bien obedeció a una acción espontánea de campesinos sin tierra. Fue así como se fueron creando pequeños parcelamientos aislados en el norte de El Quiché, Huehuetenango, Alta Verapaz y El Petén.

Es interesante contrastar los datos de tierras parceladas y parcelamientos agrarios de 1955 a 1962 con los que se produjeron a raíz del decreto 900, a efecto de poder examinar en mejor forma la diferencia entre ambos proyectos, por ejemplo, la cantidad de tierra - repartida durante el gobierno de Arbenz, alcanzó un total de 866,344 manzanas en un solo año y de 1955 a 1962 únicamente fueron repartidas 143,600 manzanas.

Pero, además los parcelamientos mas grandes se hicieron sobre la base de las 43,750 hectáreas que la UFCO había donado al gobierno de Castillo Armas.

Los departamentos de Escuintla, Suchitepéquez, Jutiapa e Izabal, - representaron hasta 1962, alrededor del 89.6% de la superficie total distribuida, siendo los mas importantes, Suchitepéquez y Escuintla (70% del total).

Es con Julio César Méndez Montenegro (1966-1970), que se inicia un programa de colonización dirigido por el Estado que pretendía ---- crear algunos asentamientos campesinos en el departamento de El Petén.

Este proyecto, enmarcado dentro de la concepción de la colonización, se presentaba como una solución al problema agrario y significaba la continuación de una política inaugurada en 1954 y también, la puesta en práctica de una nueva ley agraria conocida como decreto 1551, que en opinión de Cardona "...significa un retroceso con respecto al Estatuto Agrario (decreto 559)"⁴.

Alrededor del año 1970 se habían logrado trasladar a mas de 300

4. Cardona, Rokaël. Cooperativismo y modernización agrícola en Guatemala (1945-1975). Tesis de licenciatura. UCR, San José, Costa Rica, pag. 205.

familias campesinas de 16 diferentes cooperativas campesinas a las márgenes de los ríos La Pasión y Usumacinta.

Según Andrea Brown, "aquella gente fue depositada por el FYDEP en mitad de la selva tropical, de dos a diez horas por el río del pueblo, las tiendas, la escuela o la civilización mas cercana".⁵

En la actualidad (datos de 1979) la colonización de El Petén, iniciada aproximadamente en 1966, en la zona fronteriza con México -- cuenta con un total de 19 asentamientos dispersos a lo largo de 400 kilómetros.

El gobierno del general Carlos Manuel Arana Osorio (1970-1974) continuó con la línea de colonización. En el plan de desarrollo --- 1971-1975 se pone claro que la verdadera reforma agraria sería incompatible con el sistema existente. De allí que se creó, a -- través del decreto 60-70, el proyecto de colonización de la "Franja Transversal del Norte", que pretende la formación de zonas de desarrollo agrícola en el norte de los departamentos de Huehuetenango, El Quiché, Alta Verapaz e Izabal, con una extensión de --- 9,140 kilómetros cuadrados.

Sin lugar a dudas es el proyecto mas importante y al cual se le -- han dedicado mayores recursos económicos. Coincide con la existencia de zonas petroleras y mineras, así como con los esfuerzos por desarrollar la infraestructura de la región, tales como la carretera norte (200 kilómetros de asfalto) que va desde el municipio de Barillas (Huehuetenango) hasta el Puerto Modesto Méndez -- (El Petén), el proyecto hidroeléctrico de Chixoy y también la explotación minera de Oxec.

En términos financieros este esfuerzo infraestructural implica haber gastado aproximadamente US\$1,500 millones.

En opinión de diferentes investigadores y de diferentes organismos políticos, la tierra ha beneficiado a tres grupos sociales, -- buscando asimismo no solo fortalecer los mecanismos del ejercicio del poder, sino también, reproducir el sistema del latifundio-minifundio.

Un buen ejemplo de este caso se plantea en la colonización de El

5. Brown, Andrea. "Tierra de unos cuantos: la propiedad del campo en Guatemala". En Guatemala: una historia inmediata, México, D.F. Siglo XXI Editores S.A. 1979. Pag. 49

Petén, en donde se ha repartido tierra a diferentes grupos entre los cuales se debe mencionar a los sectores medios, dentro de los que se ubicarían profesionales de distintas disciplinas, pequeños agricultores del oriente del país, militares y terratenientes de la costa sur.

Brown señala que "aunque se supone que la ley ayuda a los campesinos pobres, los grandes ganaderos de la costa sur ya han empezado a trasladarse a El Petén e inmediatamente han sacado partido de la nueva ley. Recibieron extensas propiedades (1,000 hectáreas cada uno) por poco más que el precio de cercar las tierras.- Legalmente podían obtener hasta 4,500 hectáreas formando una cooperativa y señalando a 15 personas como miembros (podrían ser de la misma familia)."

"Como resultado, las peticiones hechas por abogados, médicos, funcionarios y oficiales del ejército, fueron resueltas favorablemente casi al punto", señala la investigadora⁶.

Dentro de este contexto es importante puntualizar las repercusiones de la política agraria sobre los sectores populares. "En la década de los sesenta el ingreso relativo de la población rural bajó del 29 al 27%. Y en 1970 el ingreso promedio agrícola per cápita fue de 124 pesos centroamericanos al año, lo que es apenas el 15% del ingreso promedio urbano."⁷

Estos datos son indicativos de una situación crítica y a ellos es necesario agregar que los salarios más bajos del país son pagados en el sector agropecuario en el que, en 1970 alcanzaron apenas un promedio de US\$ 22 mensuales. Quiere decir entonces que los sucesivos programas de colonización y reparto de tierras implementados por los gobiernos de 1955 a --- 1982, han entregado 664,180 hectáreas distribuidas en 50 mil familias, o sea una tasa anual 16 veces inferior al período arbencista de 1953-1954.

En 1980, 419,620 campesinos carecían absolutamente de tierra y de ellos, 309,119 no tenían trabajo permanente durante todo el año.

El 90% de las fincas tienen una extensión menor de 7 hectáreas y de 0.9 has. en promedio, lo que con las siembras prevalecientes y

6. Brown, Andrea. Op. cit. pag. 49.

7. Paredes, José Luis. Estudio sobre la reforma agraria en Guatemala, aplicación del decreto 900. Guatemala IIES, 1963. Pag. 24.

• la tecnología utilizada no es suficiente tierra para darle sustento a una familia.

La agricultura representa actualmente el 28% del Producto Interno Bruto. Es el medio de trabajo para dos terceras partes de la población. El impulso agroexportador ha seguido concentrado en el 2% de las fincas cuyo tamaño promedio es de 201 hectáreas.

Guatemala totaliza 10,889,900 hectáreas de las que en 1979 eran utilizadas para la producción agropecuaria 4,180,246.

Existen en el país 1,362 fincas (10.25% del total) que tienen una superficie mayor de 450 has. con un 34.41% de la tierra.

En el extremo contrario hay 416,670 fincas (78.38% del total) que tienen menos de 3.5 has. y significan solo el 10% de la tierra. Son las llamadas fincas de tamaño subfamiliar, de las que 288,083 tienen menos de 1.4 has. y 166,732 menos de 0.7 has. (ver cuadro I, pag. 2).

Otro aspecto a considerar en la distribución de la tierra es su calidad: La mejor tierra está en los latifundios. Por ejemplo, en los departamentos de Suchitepéquez, Escuintla e Izabal, donde el 53% de la tierra es de calidad A, las fincas superiores a 450 has. abarcan el 53, 59 y 49% de toda la tierra, respectivamente.

Mientras tanto, las fincas subfamiliares se ubican fundamentalmente en las regiones occidental, noroccidental y oriental, donde la tierra es generalmente quebrada y erosionada.

En cuanto a la posesión de la tierra es importante mencionar que - "grandes cantidades de pequeños propietarios no pueden o no han podido hacer que sus tierras sean inspeccionadas y los correspondientes títulos registrados en la propiedad inmueble. Como resultado, propietarios anteriores de tierra pueden, y a veces lo hacen, reclamar el derecho de poseerla, aun cuando no hayan vivido allá por largos períodos"⁸.

El subempleo es un problema estructural en Guatemala, sobre todo en el área rural debido a la existencia del minifundio; el número de fincas menores de 7 has. aumentó de 308,000 en 1950 a 548,000 en 1979.

La fuerza de trabajo de estas familias que viven en fincas demasiado pequeñas para darles sustento durante todo el año, forma buena parte de la población subempleada.

3. AID, op. cit. pag. 7.

Aunque el subempleo en Guatemala en los últimos cinco años no aumentó tan dramáticamente como el desempleo abierto, hoy en día 45% de la fuerza laboral no tiene un trabajo de tiempo completo o un empleo permanente.

Por ende, tres cuartas partes de la población viven en extrema pobreza y 40% ni siquiera tiene suficiente ingreso para proveer a -- sus familias una dieta mínima, según asientan datos de la Comisión Económica para América Latina (CEPAL).

INTENTOS FALLIDOS

Una de las controversias mas grandes en el sector agrícola en los últimos años surgió en 1983 a raíz de una propuesta de reforma agraria de parte del gobierno del general Efraín Ríos Montt (1982-83). El proyecto se basaba en un estudio de la Agencia Internacional para el Desarrollo (AID) realizado en agosto y septiembre de 1982.

Los técnicos estadounidenses señalaron que para 1977 el minifundio representaba el 89.8% de todas las fincas, mientras el latifundio (fincas mayores de 91 has.) era el 2.2% de todas las fincas. -- Es decir, las fincas consideradas de tamaño familiar representaban apenas el 8% del total. Además, el estudio advertía que los minifundios con la mejor tierra son las fincas que están siendo subdivididas con mayor rapidez. Por ejemplo, el número de microfincas (menos de 1.5 has.) aumentó de 74,000 en 1950 a 85,000 en 1964, pero ya para 1979 el número era de 254,000, representando el 41% de todas las fincas.

El estudio de AID delineaba dos medidas de reforma:

1. Crear un banco estatal de tierra por medio del cual campesinos pobres podrían adquirir fincas de tamaño familiar. El banco -- funcionaría por medio de la compra de fincas en quiebra.
2. Facilitar crédito para que trabajadores agrícolas pudieran comprar acciones hasta el 45% del valor total de las fincas en que laboran. El dinero provendría de diversas fuentes, incluyendo el Banco Centroamericano de Integración Económica (BCIE).

AID advirtió que el modelo de colonización de tierras del Estado -- que se ha venido implementando en El Petén y la Franja Transversal del Norte, "no es la solución a los serios problemas hombre-tierra de Guatemala". Sin embargo el estudio descartó la expropiación de tierras privadas.

A principios de febrero de 1983, grupos empresariales obtuvieron copia del estudio que había sido entregado al gobierno en diciembre, y se desató una ola de protestas por el proyecto "socializante".

Aunque unos sectores de la empresa privada veían con buenos ojos el proyecto, considerando que sería una forma de quitarles banderas a las organizaciones insurgentes, el grueso del sector privado se opuso tenazmente a la repetición de reformas como las implementadas en El Salvador a partir del golpe de Estado de octubre de -- 1979. Temían que las reformas empeoraran aun mas la crítica situación económica del país.

El trabajo de la AID, que fue realizado por encargo del ministro de Agricultura guatemalteco, fue mantenido durante varios meses en secreto.

Su entrega al gobierno de Guatemala fue acompañada de ciertas presiones del Departamento de Estado de los Estados Unidos en el sentido de que la realización de una reforma agraria debía ser una tarea gubernamental prioritaria en el país. La reacción no pudo ser mas violenta.

A mediados de febrero de 1983, el señor Walter Lipmann, uno de los mas fuertes agroindustriales del país, escribió al titular de Agricultura en estos términos: "Sabemos que varios especialistas en la materia, la AID y el Departamento de Estado, desean proponer -- una ley de reforma agraria, poniendo a prueba nuestra paciencia y nuestra resistencia. Si ha de repetirse el fracaso de México, Cuba, Nicaragua y El Salvador, terminarán a corto plazo nuestras -- preocupaciones y las suyas...Pero siempre nos quedaremos con la duda: ¿Que será que los Estados Unidos no lo prueban (ellos) primero?"

El gobierno del general Ríos Montt, que llegó al poder por vía de golpe de Estado en marzo de 1982, y la embajada de los Estados Unidos manifestaron que solo era un estudio, por añadidura mal interpretado, y que en todo caso no había ningún proyecto de reforma agraria bajo consideración.

Es interesante hacer notar que el mismo estudio había previsto la crítica: "El ímpetu de cambio en la sociedad guatemalteca está sufriendo debido a la insurgencia en el altiplano y el norte del país al modelo en El Salvador y a la depresión económica".

Días antes del golpe de Estado del 8 de agosto de 1983 que llevó al poder al general Oscar Mejía Víctores, el tema de la reforma agraria surgió de nuevo. El entonces ministro de Agricultura, Leopoldo Sandoval Villeda anunció un proyecto de "Desarrollo Empresarial Agrícola", aclarando que no se programaba una "reforma agraria ortodoxa" sino un "proyecto de activación agrícola".

Las metas serían garantizar auto-suficiencia en comida durante los próximos veinte años, incrementar divisas por medio de mayor exportación, asegurar que recursos naturales renovables fuesen utilizados de manera apropiada, promover la participación activa y consciente del campesinado en el proceso de desarrollo rural, y crear nuevas fuentes de trabajo en el campo.

Sandoval anunció que el proyecto se iniciaría el 15 de agosto y advirtió que grupos empresariales tenían que aceptar la necesidad de cambios económicos y sociales para evitar un retorno a "los viejos problemas de violencia, falta de democracia y fraude" y señaló: "O hacemos algo como esto o en el país se producirá una revolución agraria sangrienta".

El partido Movimiento de Liberación Nacional (MLN) expresó el sentir de los empresarios del agro al decir que no aceptarían mas "proyectos absurdos e ilógicos". Semanas después, el nuevo jefe de Estado aceptó la renuncia de Sandoval.

Esa ha sido la situación hasta el presente. La necesidad de favorecer a las mayorías por encima de las minorías, que es regla común para las clases dirigentes de gobiernos con pensamiento moderno, ha sido rechazada por los sectores pudientes guatemaltecos que pese a los actuales esfuerzos civiles por buscar un nuevo tipo de equilibrio, persisten en la decisión de desarrollar vías neoliberales, antiestatalistas y por ende conservadoras en la organización de la producción y en la construcción de un nuevo pacto político.

La Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación -FAO- asienta en un documento publicado en 1983 que "dados los mecanismos legales existentes, la posibilidad de dotar a los campesinos sin tierras y de mejorar la relación hombre-tierra en las zonas de minifundio del altiplano es muy remota. La colonización de tierras públicas en la zona de frontera, única arma utilizada por el Instituto Nacional de Transformación Agraria (INTA), no puede resolver el problema ni física ni financieramente, ya que el costo de ha-

Dilatación de esas tierras es demasiado alto para que la economía -- del país pueda hacerle frente"⁹.

La FAO hace notar que "la limitada superficie de las propiedades rurales en el altiplano, unida a la concentración poblacional existente en el área, constituyen claramente un problema al cual es necesario abocarse de inmediato"¹⁰.

Respecto a las acciones a realizar, el estudio de ese organismo internacional, sin proponer programas específicos, recomienda el establecimiento de una política de desarrollo rural en la que "se preste especial atención al problema de distribución y acceso a la tierra - por parte de los sectores campesinos. El desequilibrio que existe en el sector rural guatemalteco en lo que respecta a la tenencia de la tierra -señala el documento- hace pensar en la necesidad de imponer programas de redistribución de tierras, sobre todo de aquellas subutilizadas o donde claramente existen conflictos sociales originados por la existencia de áreas minifundiarias y la presencia masiva de campesinos sin tierra al lado de grandes latifundios subutilizados"¹¹.

Las autoridades civiles, en el poder desde el 14 de enero de 1986, - han anticipado que se abstendrán de realizar reformas en la estructura agraria que provoquen fricciones con el sector latifundista.

No obstante que, según lo proyectado por el nuevo gobierno democristiano, se tiene el propósito de hacer descender la tasa de desempleo que afecta a casi el 50% de la Población Económicamente Activa y de que se contempla como prioridad máxima la estabilización económica - y del país, los únicos caminos para alcanzar estos fines, que sin ninguna duda traerán nuevas dificultades a corto y largo plazo, son mayor endeudamiento externo y limitadas reformas a la estructura fiscal. (ENFOPRENSA).

9. FAO, op. cit. pag. 26.

10. FAO, op. cit. pag. 64. Ha de tomarse en cuenta, además, que la tasa de crecimiento poblacional es del 3.2% anual.

11. FAO, op. cit. pag. 64

CUADRO II

MODALIDADES EN EL REPARTO DE TIERRA DE 1957 a 1982

Sistema	Número de beneficiarios	Extensión en hectáreas	Tipo de propiedad
26 Parcelamientos	11,678	266,419	Individual
144 Microparcelamientos	10,786	54,197	Individual
133 Lotificaciones	14,497	6,690	Individual
142 Patrimonio familiar mixto	12,017	116,305	Mixto
148 Comunidades agrarias	16,193	68,854	Colectivo
86 Fincas cooperativas	4,820	108,398	Colectivo
37 Patrimonio agrario colectivo	8,318	34,368	Colectivo
T O T A L	73,309	653,231	

Fuente: FAO, op. cit. pag. 26